

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

6 MAI 2004

Proposition de loi modifiant l'article 21, 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992, visant à assurer une meilleure transparence du calcul des primes d'accroissement et de fidélité afférentes aux comptes épargne

(Déposée par M. Francis Poty et Mme Christiane Vienne)

DÉVELOPPEMENTS

Les comptes épargne recueillent toujours en Belgique une part importante des placements de nos concitoyens.

Selon la réglementation en vigueur, le revenu produit par les dépôts d'épargne donnant droit à l'exemption de précompte mobilier pour la première tranche de 1 250 euros, doit être obligatoirement et exclusivement composé d'un intérêt de base, d'une prime de fidélité et/ou d'une prime d'accroissement.

Les taux de base étant particulièrement modestes, les banques tentent de convaincre les épargnantes potentiels par des «taux d'accroissement» qui se veulent séduisants.

Et c'est là que se pose le problème. En effet, l'arrêté royal du 31 décembre 1999 (modifiant l'article 2 de l'arrêté d'exécution du CIR 1992) qui précise les dispositions fiscales à respecter pour bénéficier de l'exemption du précompte mobilier sur les comptes d'épargne, fixe uniquement les dates de valeur (J+1 dépôt, J-7 maximum retrait) pour le calcul des taux d'intérêt de base.

Alors que pour les taux d'accroissement et de fidélité d'anciennes dispositions restent toujours

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2003-2004

6 MEI 2004

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 21, 5°, van het Wetboek van inkomstenbelasting 1992, teneinde de berekening van aangroei- en getrouwheidspremies verbonden aan spaarrekeningen transparanter te maken

(Ingediend door de heer Francis Poty en mevrouw Christiane Vienne)

TOELICHTING

Een groot deel van het geld van onze medeburgers wordt nog steeds op spaarrekeningen geplaatst.

Volgens de huidige wetgeving kunnen de inkomsten uit spaardeposito's vrijgesteld worden van roerende voorheffing voor de eerste schijf van 1 250 euro als zij verplicht maar ook uitsluitend bestaan uit een basisrente, een getrouwheidspremie en/of een aangroepremie.

Aangezien de basisrente vrij laag is, lokken banken mogelijke spaarders met verleidelijke aangroepremies.

Daar duikt het probleem op. Het koninklijk besluit van 31 december 1999 (dat artikel 2 van het uitvoeringsbesluit WIB 1992 wijzigt) verduidelijkt de fiscale voorwaarden waaraan moet worden voldaan om een vrijstelling van roerende voorheffing op spaardeposito's te genieten, maar bepaalt enkel de valutadata (D+1 voor storting, D- maximum 7 voor opvragering) voor de berekening van de basisrente.

Voor de aangroei- en getrouwheidspremie blijven nog steeds de oude bepalingen van artikel 2 van het

d'application selon l'article 2 de l'arrêté royal d'exécution du CIR 1992 à savoir: «La prime de fidélité et la prime d'accroissement s'appliquent *prorata temporis*, par période indivise fixe d'un demi-mois au mois».

La date de valeur pour le calcul de l'intérêt de base est donc différente de la date de valeur de la prime d'accroissement et de la prime de fidélité, alors qu'il n'y a bien évidemment qu'une seule date de dépôt.

Ainsi, un dépôt le 2 du mois induit des intérêts le 3 pour ce qui concerne l'intérêt de base alors qu'il faut attendre au minimum le 16 pour une prise d'effet de la prime d'accroissement.

Le maintien de cette disposition engendre une grande confusion et de nombreuses disparités dans le mode de calcul des intérêts. La transparence n'y trouve pas son compte d'autant que la plupart des banques précisent rarement clairement les dates de valeur de départ et de fin de la période nécessaire à l'obtention des différentes primes.

C'est d'autant plus regrettable qu'un certain nombre d'organismes financiers ont néanmoins modelé le calcul des intérêts des primes d'accroissement sur celui des primes de base, à savoir J+1.

Bien que cela soit positif pour le client, cette pratique n'en est pas moins illégale et non sanctionnée à ce jour.

Le problème majeur provient en fait de la disposition de l'arrêté royal stipulant que «la période au cours de laquelle cet accroissement doit être maintenu pour l'obtention de la prime d'accroissement ne peut être inférieure à six mois».

Cette disposition a, à l'expérience du temps combinée à la faveur du législateur fiscal, ouvert la porte à différents modes de calcul.

Ainsi, une banque qui offre actuellement une prime d'accroissement de 2% considère que les six mois en question ne commencent que le 1^{er} jour du 1^{er} mois qui suit le dépôt (cela pourra être le 1^{er} jour du semestre qui suit!) et applique en outre le système des dates de valeur J-7 pour le retrait; par conséquent, un placement réalisé le 2 mars par exemple ne pourra être retiré au plus tôt que le 8 octobre, soit 7 mois et 5 jours après le dépôt comptabilisé.

Les banques qui appliquent le système de l'intérêt de base (J+1, J-7) au calcul de la prime d'accroissement exigent tout logiquement, outre les 6 mois prescrits, le maintien des sommes durant 8 jours supplémentaires pour l'acquisition du bénéfice de ladite prime.

Cette disparité de calcul liée aux dates de valeur n'est pas sans conséquence pour les clients qui cherchent une rentabilité maximum en transférant leurs

uitvoeringsbesluit WIB 1992 van kracht, namelijk: «De getrouwheidspremie en de aangroeipremie worden *pro rata temporis* per ondeelbare vaste periode van ten minste een halve maand toegepast.»

De valutadatum voor de berekening van de basisrente is dus een andere dan de valutadatum voor de berekening van de aangroei- en getrouwheidspremie, terwijl het toch over dezelfde stortingsdatum gaat.

Een storting op de tweede dag van de maand levert vanaf de derde dag basisrente op, maar levert slechts een aangroeipremie op vanaf de zestiende dag.

Het behoud van deze bepaling leidt tot grote verwarring en tot verschillen in de berekening van de interesses. Het feit dat de meeste banken zelden duidelijk mededelen vanaf welke begin- en einddatum de premies verdiend worden, maakt de zaken er niet transparanter op.

Dat is jammer, te meer daar een aantal financiële instellingen de aangroeipremies wel op dezelfde manier als de basisrente berekenen, namelijk D+1.

Die praktijk is natuurlijk gunstig voor de cliënt, maar is wel illegaal en blijft momenteel ongestraft.

Het grootste probleem wordt eigenlijk veroorzaakt door de volgende bepaling van het koninklijk besluit: «De periode waarin die aangroei moet behouden blijven om de aangroeipremie te kunnen krijgen mag niet minder dan 6 maanden bedragen.»

Deze bepaling heeft mettertijd en dankzij de fiscale wetgever verschillende berekeningswijzen mogelijk gemaakt.

Zo meent een bank die momenteel 2% aangroeipremie biedt dat de zes maanden pas beginnen te lopen vanaf de eerste dag van de eerste maand die volgt op de storting (dat kan dus zelfs de eerste dag van een nieuw semester zijn). Zij past bovendien het systeem van de valutadatum D-7 toe voor opvragingen. Bijgevolg kan bijvoorbeeld een storting die op 2 maart werd uitgevoerd, pas vanaf 8 oktober worden opgevraagd, dus 7 maanden en 5 dagen na de geboekte storting.

De banken die het systeem voor de basisrente (D+1, D-7) toepassen voor de aangroeipremie vragen logischerwijze dat het bedrag niet alleen 6 maanden blijft staan, maar ook nog 8 extra dagen. Pas dan is de aangroeipremie verworven.

Deze verschillende berekeningen aan de hand van valutadata heeft gevlogen voor de cliënten die een zo groot mogelijke opbrengst nastreven en hun geld naar

avoirs sur d'autres comptes en réponse aux publicités alléchantes.

Nombreux sont ceux qui ont perdu le bénéfice de la prime annoncée portant sur base d'un « maintien de six mois » souligné dans toutes les publicités alors qu'en réalité, l'indispensable maintien sur compte va au-delà et bien au-delà souvent plus de 190 jours calendrier.

Bien que la loi autorise le gouvernement à imposer aux banques l'obligation d'informer (arrêté royal du 23 mars 1995 relatif à l'indication des tarifs des services financiers homogènes), il est manifeste que cette information est souvent inefficace en matière de taux d'intérêts sur compte épargne, si ce n'est à faire miroiter les seuls taux d'intérêts faciaux.

En conséquence pour la prime d'accroissement :

1. le système des quinzaines dépassé et parfois non appliqué doit être remplacé par le J+1;
2. le nombre de jours nécessaire et suffisant pour obtenir le bénéfice de la prime doit être clairement affiché, en nombre de jours;
3. la prise en compte du J-7 afin de rencontrer pleinement le souci d'uniformisation.

Cette formule permettra d'uniformiser le moment où la prime d'accroissement doit être portée au crédit du compte du déposant, que ce soit au cours de la gestion normale du compte ou au moment de sa liquidation.

En matière de primes de fidélité, la plupart des banques profitent largement de l'imprécision du texte légal; en effet, elles considèrent que la prime de fidélité est acquise certes après un an (et 7 jours) de dépôt mais n'est plus effective au-delà, sauf si l'argent est en dépôt pour une nouvelle période d'un an. Ainsi, le client qui laisse son argent un an onze mois et trente jours ne recevra qu'une seule fois la prime de fidélité. Il apparaît totalement inéquitable de ne pas tenir compte du temps au-delà de la première année, puisque fidélité il y a bien et que rien dans les dispositions légales n'oblige au calcul des intérêts par multiple de un an.

Il est donc nécessaire de préciser que la prime de fidélité reste d'application au-delà de la première année quelle que soit la durée du dépôt.

Plusieurs fois déjà, les associations de consommateurs ont réclamé plus de clarté dans le calcul des intérêts liés aux primes d'accroissement et de fidélité. Il est temps de rencontrer leurs justes revendications.

Il est donc indéniable qu'un manque de transparence ne permet pas une comparaison correcte des

autres rekeningen overplaatsen als reactie op de aankondiging reclame.

Niet weinig mensen zijn de premie misgelopen die in de reclame beloofd werd voor een « behoud van de aangroei gedurende zes maanden » terwijl het geld in werkelijkheid vaak (veel) langer dan 190 kalender-dagen moet blijven staan.

De wetgever heeft de regering gemachtigd de banken te verplichten hun cliënten in te lichten (Koninklijk besluit van 23 maart 1995 betreffende de prijsaanduiding van homogene financiële diensten). Het is echter zonneklaar dat deze informatie vaak niet duidelijk is met betrekking tot rentevoeten op een spaarrekening en dat enkel nominale rentevoeten worden voorgespiegeld.

Met betrekking tot de aangroeipremie zou bijgevolg het volgende moeten gelden :

1. het achterhalde en soms niet toegepaste systeem van quinzaines moet worden vervangen door D+1;
2. het aantal dagen dat nodig en voldoende is om de premie te verkrijgen, moet duidelijk aangeplakt worden en in aantal dagen worden uitgedrukt;
3. er moet rekening worden gehouden met D-7 om zo volstrekte eenvormigheid te krijgen.

Hierdoor zal er eenduidigheid zijn over het ogenblik waarop de aangroeipremie moet worden gecrediteerd, zowel bij het normale beheer van de rekening als bij het afsluiten van de rekening.

Voor de getrouwheidspremies maken de meeste banken gretig gebruik van de onduidelijkheid van de wettekst; zij beschouwen de getrouwheidspremie wel als verworven na een periode van een jaar (en 7 dagen) maar daarna is ze niet langer gegarandeerd, tenzij het geld opnieuw voor een jaar op de rekening blijft staan. Zo krijgt een cliënt die zijn geld gedurende een jaar, elf maanden en dertig dagen op zijn rekening laat staan, slechts een keer de getrouwheidspremie. Het is volstrekt niet billijk een rekening te houden met de tijd die er na een jaar bijkomt omdat er wel degelijk sprake is van «getrouwheid» en uit de wettelijke bepalingen niet kan worden afgeleid dat de intrest berekend moet worden op basis van jaren.

Er moet dus verduidelijkt worden dat de getrouwheidspremie ook na een jaar nog moet worden toegepast, ongeacht hoe lang het geld nog op de rekening blijft staan.

Verbruikersorganisaties hebben al vaker meer duidelijkheid geëist in de berekening van aangroei- en getrouwheidspremies. Het is de hoogste tijd dat die terechte eis wordt ingewilligd.

Het gebrek aan transparantie maakt het onmogelijk de interesses die rekeningen opleveren, te vergelij-

intérêts produits étant donné l'opacité et la disparité des dates de valeur pratiquées en matière de primes d'accroissement.

Cette transparence peut être réalisée soit, par une meilleure information du public ce qui induit une prise en compte de la dimension subjective des choix des épargnants, soit par une approche résolument objective permettant une uniformisation des modes de calcul des différents intérêts et primes.

La faveur de l'avantage accordé par le législateur fiscal commande que ce dernier puisse déterminer de manière autorisée les règles qu'il estime essentielles à la satisfaction objective de l'exigence de transparence, sans préjudicier au principe de l'autonomie de la volonté.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Les sommes doivent demeurer en compte au moins 190 jours ($183 + 7$), le calcul de la prime commence le lendemain comme pour l'intérêt de base. Quant à l'interdiction dans le chef du dépositaire d'invoquer une date de valeur pour le retrait, celle-ci s'explique par le fait que la date de valeur de retrait existante pour l'intérêt de base est déjà prise en compte dans les 190 jours.

Ex.: Un versement est effectué et comptabilisé le 12 février, l'intérêt de base ne commence à courir que le 13 février ($J+1$) quelle que soit la durée du placement.

Le nouveau système a pour but d'aligner le calcul de la prime d'accroissement sur celui de l'intérêt de base.

La prime d'accroissement commencera à courir le 13 février ($J+1$) et sera définitivement acquise le 19 août, soit les 183 jours nécessaires auxquels s'ajoutent les 7 jours ouvrables assurant l'uniformisation avec l'intérêt de base.

Ainsi, à la date du 19 août, en cas de retrait, l'intérêt de base et l'intérêt ne seront calculés que sur 183 jours ($J+1$ et $J-7$).

Article 2 [3^e tiret]

Étant donné que la prime de fidélité prend le relais de la prime d'accroissement, l'uniformité de calcul avec l'intérêt de base étant déjà assurée par la période des 190 jours, la prime de fidélité sera donc due à partir du 365^e jour suivant le lendemain du jour où la prime d'accroissement est acquise.

Le dépositaire ne pourra invoquer aucune date de valeur pour le retrait puisque les 7 jours de valeur

ken: er is geen sprake van duidelijkheid noch van eenvormigheid inzake de verschillende valutadata die worden gebruikt voor de aangroeipremies.

Transparantie is echter wel mogelijk: ofwel moet het cliënteel beter worden ingelicht en moet dus rekening worden gehouden met de subjectieve voorkeuren van de spaarders, ofwel moeten de berekeningswijzen van de verschillende interesses en premies op objectieve wijze eenvormig worden gemaakt.

Aangezien de fiscale wetgever voordelen verstrekt, moet hij ook kunnen nagaan of wordt voldaan aan de elementaire regel dat er voldoende transparantie moet zijn, zonder dat evenwel afbreuk wordt gedaan aan het beginsel van de vrije wil.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 2

Het geld moet ten minste 190 dagen ($183+7$) op de rekening blijven staan. De aangroeipremie is verschuldigd vanaf de volgende dag, net als de basisrente. Het verbod voor de depositaris om een valutadatum voor de opvraging toe te passen, wordt verklaard doordat de bestaande valutadatum voor opvraging voor de basisrente reeds vervat zit in die 190 dagen.

Bijvoorbeeld: Voor een storting die wordt uitgevoerd en geboekt op 12 februari, begint de basisrente te lopen vanaf 13 februari ($D+1$), ongeacht hoe lang het geld op de rekening blijft staan.

De bedoeling is de berekening van de aangroeipremie aan te passen aan die van de basisrente.

De aangroeipremie begint te lopen vanaf 13 februari ($D+1$) en is definitief verworven op 19 augustus, dus na 183 dagen, waarbij nog 7 werkdagen worden geteld met het oog op de gelijkschakeling van de berekening met die van de basisrente.

Als het geld op 19 augustus wordt opgevraagd, zullen basisrente en getrouwheidspremie worden berekend op 183 dagen ($D+1$ en $D-7$).

Artikel 2 (derde streepje)

Aangezien de getrouwheidspremie in de plaats komt van de aangroeipremie en de overeenstemming van de berekening ervan met die van de basisrente al gegarandeerd is in de periode van 190 dagen, zal de getrouwheidspremie verschuldigd zijn vanaf de 365e dag volgend op de dag waarop de aangroeipremie verworven is.

De depositaris kan dus geen valutadatum toepassen voor de opvraging, aangezien de 7 dagen voor de

pour le calcul de l'intérêt de base sont déjà pris en compte dans le calcul de la prime d'accroissement qui ne fait que précéder la prime de fidélité. Pour assurer l'uniformisation des modes de calcul, il n'est donc plus nécessaire de rajouter des jours de valeur.

Article 2 [4^e tiret]

Bien évidemment, l'épargnant doit pouvoir continuer à bénéficier de la prime de fidélité sur une même somme, sans que les dépositaires ne puissent exiger que celle-ci demeure intouchée pour de nouvelles périodes successives complètes de 365 jours.

Article 3

Une grande partie des règles actuelles organisant le calcul des primes d'accroissement et de fidélité se trouvent contenue dans l'arrêté d'exécution du Code des impôts sur les revenus.

Il revient donc au Roi d'assurer la coordination du texte de la présente loi avec les dispositions réglementaires concernées.

Francis POTY.
Christiane VIENNE.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article premier

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 21, 5^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 sont insérées après les mots «étant entendu que:» les dispositions suivantes:

«— la prime d'accroissement, qui au même titre que l'intérêt de base et la prime de fidélité constitue un revenu afférent au dépôt d'épargne, est due lorsque l'accroissement est maintenu 190 jours calendrier sur le compte à dater du jour calendrier suivant le versement sans qu'aucune date de valeur ne puisse être évoquée par le dépositaire pour le retrait;

— la prime d'accroissement doit être portée au crédit du compte au plus tard le 31 décembre de

berekening van de basisrente reeds vervat zitten in de aangroeipremie, die de getrouwheidspremie voorafgaat. Om de berekeningswijzen op elkaar af te stemmen, moeten er dus geen valutadagen meer worden toegevoegd.

Artikel 2 (vierde streepje)

De spaarder moet natuurlijk wel de getrouwheidspremie op eenzelfde bedrag blijven krijgen; de depositarissen kunnen niet eisen dat het bedrag steeds opnieuw 365 dagen onaangeroerd blijft.

Artikel 3

Een groot deel van de huidige regels voor de berekening van aangroei- en getrouwheidspremies staan momenteel in het uitvoeringsbesluit van het Wetboek van Inkomenbelasting 1992.

De Koning moet dus zorgen voor de overeenstemming van dit wetsvoorstel met de betrokken regelgevende bepalingen.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 21, 5^o, van het Wetboek van de inkomenbelastingen 1992, worden na de woorden «met dien verstande dat:», de volgende bepalingen ingevoegd:

«— de aangroeipremie, die op dezelfde wijze als de basisrente en de getrouwheidspremie een inkomen is verbonden aan het spaardeposito, verschuldigd is wanneer de aangroei 190 kalenderdagen op de rekening blijft staan, te rekenen vanaf de kalenderdag volgend op de storting, zonder dat de depositaris een valutadatum kan toepassen voor de opvraging;

— de aangroeipremie op de rekening gecrediteerd moet worden ten laatste op 31 december van het jaar

l'année durant laquelle elle est constatée ou à la date de la demande d'une liquidation de compte pour autant que la période précitée se soit écoulée;

— le bénéfice de la prime de fidélité, qui au même titre que l'intérêt de base et la prime d'accroissement constitue un revenu afférent au dépôt d'épargne, est acquis lorsque les sommes sont maintenues au moins 365 jours calendrier sur le compte à dater du jour calendrier suivant lequel la prime d'accroissement est définitivement acquise, sans qu'aucune date de valeur ne puisse être invoquée par le dépositaire pour le retrait;

— la prime de fidélité reste d'application au-delà de la période précitée jusqu'au jour du retrait; pour le calcul de la prime il y a lieu de tenir compte du jour où le retrait est effectué;

— la prime de fidélité doit être portée au crédit du compte au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle elle est constatée ou à la date de demande d'une liquidation de compte pour autant que la période correspondante se soit écoulée;».

Art. 3

Le Roi fixe la concordance de la présente loi avec les dispositions réglementaires existantes.

Art. 4

La présente loi entre en vigueur à une date à déterminer par le Roi et au plus tard le 1^{er} janvier 2005.

Francis POTY.
Christiane VIENNE.

waarin de premie wordt vastgesteld of op de datum waarop de afsluiting van de rekening wordt gevraagd, voor zover de bovenvermelde periode verstrekken is;

— de getrouwheidspremie, die op dezelfde wijze als de basisrente en de aangroeipremie een inkomen is verbonden aan het spaardeposito, is verworven als de bedragen ten minste 365 kalenderdagen op de rekening blijven staan, te rekenen vanaf de kalenderdag volgend op de dag waarop de aangroeipremie definitief verworven is, zonder dat de depositaris een valutadatum kan toepassen voor de opvraging;

— de getrouwheidspremie blijft van toepassing na de bovenvermelde periode tot op de dag van de opvraging; voor de berekening van de premie wordt rekening gehouden met de dag waarop de opvraging wordt verricht;

— de getrouwheidspremie moet op de rekening gecrediteerd worden ten laatste op 31 december van het jaar waarin de premie wordt vastgesteld of op de datum waarop het afsluiten van de rekening wordt gevraagd voor zover de bovenmelde periode verstrekken is.»

Art. 3

De Koning brengt deze wet in overeenstemming met de bestaande regelgevende bepalingen.

Art. 4

Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 1 januari 2005.